

**Art. 2.** La période couverte par la subvention prend cours le 1<sup>er</sup> janvier 2021 et se termine le 31 décembre 2021.

**Art. 3.** La subvention est destinée à couvrir les frais de personnel et de fonctionnement exposés par l'association bénéficiaire pour l'organisation et la coordination d'actions de formation, d'information et de sensibilisation des travailleurs concernant les matières couvertes par la politique fédérale de l'environnement.

**Art. 4.** Le montant de la subvention sera versé au compte BE94/7995/5003/9714 de l'asbl Formation Education Culture, Chaussée de Haecht, 579 à 1030 Bruxelles.

**Art. 5.** Le montant visé à l'article 1<sup>er</sup> sera liquidé en une fois dès signature du présent arrêté et réception de la demande de paiement à [invoice@health.fgov.be](mailto:invoice@health.fgov.be)

**Art. 6.** L'emploi de la contribution sera justifié a posteriori sur la base d'un rapport d'activités accompagné d'un état financier, fourni par l'asbl Formation Education Culture pour le 31/03/2022.

**Art. 7.** Conformément à l'article 123 de la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'Etat fédéral, la partie de la contribution volontaire non utilisée dans le cadre du projet mentionné ci-dessus, sera remboursée par l'asbl Formation Education Culture au Service financier du Service public fédéral Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, au compte bancaire IBAN BE42 6792 0059 1754 ouvert auprès de la Banque de la Poste (BIC/SWIFT: PCHQBEBB) au nom de "Recettes Diverses".

**Art. 8.** Le ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Environnement,  
Z. KHATTABI

**Art. 2.** De periode gedekt door de toelage vangt aan op 1 januari 2021 en eindigt op 31 december 2021.

**Art. 3.** De toelage is bestemd om de personeels- en werkingskosten te dekken door de begunstigde vereniging gemaakt voor de organisatie en de coördinatie van de vormings-, informatie- en bewustmakingsacties van de werknemers in verband met materies behorende tot het federale milieubeleid.

**Art. 4.** Het bedrag van de toelage zal gestort worden op rekeningnummer BE94/7995/5003/9714 van de vzw Formation Education Culture, Haachtsesteenweg 579 te 1030 Brussel.

**Art. 5.** Het bedrag bedoeld in artikel 1 zal in één maal vereffend worden van zodra dit besluit ondertekend is en de aanvraag tot uitbetaling voorgelegd wordt via [invoice@health.fgov.be](mailto:invoice@health.fgov.be)

**Art. 6.** De besteding van de bijdrage zal naderhand verantwoord worden op basis van een activiteitenrapport, vergezeld van een financiële staat, afgeleverd door de vzw Formation Education Culture) voor 31/03/2022.

**Art. 7.** Overeenkomstig het artikel 123 van de wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat, zal het in het kader van het hierboven vermelde project niet benutte gedeelte door de vzw Formation Education Culture worden terugbetaald aan de financiële dienst van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, op de IBAN rekening BE42 6792 0059 1754 geopend bij de Bank van de Post (BIC/SWIFT: PCHQBEBB) op naam van "Diverse Ontvangsten".

**Art. 8.** De minister bevoegd voor Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :  
De Minister voor Leefmilieu,  
Z. KHATTABI

## GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/22518]

**18 NOVEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecoreuil peut octroyer des avances de fonds**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 20 juin 2002 relatif à la création du Fonds Ecoreuil de la Communauté française, article 4, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecoreuil peut octroyer des avances de fonds ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 26 juillet 2021 ;

Vu l'avis du Ministre du Budget du 28 juillet 2021 ;

Vu le « test genre » du 26 juillet 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> avis 70.053/2/V du Conseil d'Etat, donné le 6 septembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant les dégâts matériels engendrés par les intempéries et les inondations survenues durant le mois de juillet 2021, dans certaines régions du pays et nécessitant une réaction rapide du Gouvernement ;

Sur la proposition du Ministre du Budget ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 octobre 2007 déterminant les cas dans lesquels le Fonds Ecureuil peut octroyer des avances de fonds, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2018, les mots « Sauf pour l'application de l'article 5/1, » sont insérés au début de la phrase introductive.

**Art. 2.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2018, est complété par un paragraphe 4, rédigé comme suit :

« § 4. Les paragraphes 2 et 3 ne s'appliquent pas aux demandeurs et aux cas visés à l'article 5/1. ».

**Art. 3.** A l'article 2 du même arrêté, tel que modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2018, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les mots « , à l'exception des demandeurs et des cas visés à l'article 5/1 » ;

2° l'article 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les demandeurs et cas visés à l'article 5/1, le montant total des avances de fonds octroyées par le Fonds Ecureuil est limité à 5 millions d'euros. Ces avances de fonds couvertes par le Fonds Ecureuil concernent les besoins urgents de trésorerie dont les demandeurs font part à la Communauté française afin de permettre la continuité de leurs activités dans de bonnes conditions. Ces besoins en trésorerie sont liés aux dégâts matériels subis lors des intempéries et inondations survenues durant le mois de juillet 2021. ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. § 1<sup>er</sup>. Le Fonds Ecureuil verse des avances de fonds aux demandeurs répondant aux conditions suivantes :

1° être un pouvoir organisateur ou un opérateur exerçant des missions et activités dans le champ des compétences de la Communauté française, ou le propriétaire de bâtiments affectés à de telles missions et activités, dont les installations infrastructurelles ou d'équipement ont subi des dommages lors des intempéries et inondations survenues durant le mois de juillet 2021 ;

2° avoir dûment introduit, auprès du Ministère de la Communauté française ou de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, le formulaire électronique accessible en ligne. Les Ministres communiquent le lien vers ce formulaire via circulaire pour leurs domaines de compétences. Ce formulaire doit être accompagné de toutes pièces probantes permettant de justifier le montant de l'avance sollicitée, notamment les devis déjà réalisés.

§ 2. Au plus tard 10 jours ouvrables après réception de la demande par le Ministère de la Communauté française ou de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, les Ministres ayant respectivement les secteurs visés par la demande dans leurs compétences, indiquent au Fonds Ecureuil, chacun pour ce qui les concerne, le bénéficiaire de l'avance et le montant de celle-ci.

Ils soumettent préalablement la demande à l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions. ».

**Art. 5.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

« Art. 5/2. § 1<sup>er</sup>. Les avances visées à l'article 5/1 sont versées au demandeur par tranche. La première tranche est égale à 80 pour cent du montant total de l'avance sollicitée, la deuxième tranche est égale à 20.

§ 2. La première tranche est liquidée dès validation de l'avance par les Ministres compétents.

La deuxième tranche suivante est liquidée après sollicitation par le demandeur et justification de l'utilisation de la tranche précédente.

La liquidation de la deuxième tranche est sollicitée via l'introduction auprès du Ministère de la Communauté française ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance, du formulaire électronique en ligne et auquel les factures justificatives sont jointes. Les Ministres communiquent le lien vers ce formulaire via circulaire pour leurs domaines de compétences. Après vérification des justificatifs, l'Administration ou l'Office de la Naissance et de l'Enfance communique l'autorisation de liquidation au Fonds Ecureuil ».

**Art. 6.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

« Art. 5/3. § 1<sup>er</sup>. Les avances visées à l'article 5/1 sont remboursables au Fonds Ecureuil, par le bénéficiaire, dès réception, par le bénéficiaire, des indemnités liées aux mêmes dommages matériels par son assureur ou tout autre fonds d'aide et au maximum un an après l'octroi de la première tranche de l'avance.

§ 2. Le délai prévu au § 1<sup>er</sup> peut être prolongé d'un an si le bénéficiaire démontre que son dossier d'indemnisation est toujours en cours de règlement auprès de son assureur ou de tout autre fonds d'aide.

§ 3. Dans le cas d'un bénéficiaire défaillant, la Communauté française prend en charge sur son budget des dépenses le remboursement du solde au Fonds Ecureuil.

La Communauté française peut compenser cette intervention en ponctionnant le montant dû sur toute autre subvention et/ou dotation octroyées ou à octroyer au bénéficiaire défaillant et ce jusqu'à récupération complète des moyens avancés. ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/4 rédigé comme suit :

« Art. 5/4. Les articles 3, 4 et 5 du présent arrêté ne s'appliquent pas aux demandeurs et aux cas visés à l'article 5/1. ».

**Art. 8.** Le Ministre qui a le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** Le présent arrêté produit ses effets le 30 juillet 2021.

Bruxelles, le 18 novembre 2021.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JÉHOLET

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique,  
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/22518]

**18 NOVEMBER 2021. — Besluit van de regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen**

De regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 20 juni 2002 betreffende de oprichting van het Fonds Ecureuil van de Franse Gemeenschap, artikel 4, § 1, 4°;

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 26 juli 2021;

Gelet op het advies van de minister van Begroting van 28 juli 2021;

Gelet op de "gendertest" van 26 juli 2021, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in alle beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 70.053/2/V van de Raad van State, uitgebracht op 6 september 2021, bij toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende de materiële schade die is veroorzaakt door het slechte weer en de overstromingen die zich in de maand juli 2021 in bepaalde streken van het land hebben voorgedaan en die een snelle reactie van de regering hebben gevergd;

Op de voordracht van de minister van Begroting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1, § 1, van het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 19 oktober 2007 tot bepaling van de gevallen waarin het Fonds Ecureuil voorschotten op fondsen kan toekennen, laatst gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2018, worden aan het begin van de inleidende zin de woorden "Behoudens voor de toepassing van artikel 5/1," ingevoegd.

**Art. 2.** Artikel 1 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2018, wordt aangevuld met een paragraaf 4, die luidt als volgt:

"§ 4. De leden 2 en 3 zijn niet van toepassing op aanvragers en gevallen bedoeld in artikel 5/1."

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2018, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° aan het eerste lid worden de woorden ", met uitzondering van de aanvragers en de gevallen bedoeld in artikel 5/1" toegevoegd;

2° aan artikel 2 wordt een nieuw lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Voor de in artikel 5/1 bedoelde aanvragers en gevallen wordt het totale bedrag van de door het Fonds Ecureuil toegekende voorschotten beperkt tot 5 miljoen euro. Deze door het Fonds Ecureuil gedekte voorschotten hebben betrekking op de dringende behoeften aan kasmiddelen waarvan de aanvragers de Franse Gemeenschap in kennis stellen om de voortzetting van hun activiteiten in goede omstandigheden mogelijk te maken. Deze kasstroombehoeften houden verband met de materiële schade die is geleden tijdens het slechte weer en de overstromingen in juli 2021."

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 5/1. § 1. Het Fonds Ecureuil betaalt voorschotten aan aanvragers die aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° een inrichtende macht of een operator die opdrachten en activiteiten uitvoert op het bevoegdheidsgebied van de Franse Gemeenschap, of de eigenaar van gebouwen bestemd voor dergelijke opdrachten en activiteiten, waarvan de infrastructurele installaties of uitrustingen schade hebben geleden tijdens de slechte weersomstandigheden en overstromingen die zich in de loop van de maand juli 2021 hebben voorgedaan;

2° het online beschikbare elektronische formulier naar behoren hebben ingediend bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap of bij het Office de la Naissance et de l'Enfance. De ministers delen de link naar dit formulier mee via een omzendbrief voor hun bevoegdheidsgebieden. Bij dit formulier moeten alle bewijsstukken worden gevoegd die het bedrag van het gevraagde voorschot rechtvaardigen, inzonderheid de reeds gemaakte ramingen.

§ 2. Uiterlijk 10 werkdagen na de ontvangst van de aanvraag door het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door het Office de la Naissance et de l'Enfance, delen de Ministers die respectief de sectoren waarop de aanvraag betrekking heeft binnen hun bevoegdheid hebben, aan het Fonds Ecureuil, elk voor wat hen betreft, de begunstigde van het voorschot en het bedrag van het voorschot mee.

Zij leggen de aanvraag ter voorafgaande goedkeuring voor aan de minister die de begroting onder zijn bevoegdheid heeft.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/2 ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Art. 5/2. § 1. De in artikel 5/1 bedoelde voorschotten worden in schijven aan de aanvrager betaald. De eerste schijf is gelijk aan 80 % van het totale bedrag van het aangevraagde voorschot, de tweede schijf aan 20 %.

§ 2. De eerste schijf wordt betaald zodra het voorschot door de bevoegde ministers betaalbaar is gesteld.

De tweede volgende schijf wordt betaald nadat de aanvrager deze heeft aangevraagd en het bewijs heeft geleverd dat de vorige schijf is gebruikt.

De vereffening van de tweede schijf wordt aangevraagd door het online indienen van een elektronisch formulier bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap of bij het Office de la Naissance et de l'Enfance, waarbij de bewijsstukken worden gevoegd. De ministers delen de link naar dit formulier per omzendbrief mee voor hun bevoegdheidsgebieden. Na verificatie van de bewijsstukken deelt de Administratie of het Office de la Naissance et de l'Enfance de toestemming tot vereffening mee aan het Fonds Ecureuil."

**Art. 6.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/3 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 5/3. § 1. De in artikel 5/1 bedoelde voorschotten moeten door de begunstigde aan het Fonds Ecureuil worden terugbetaald nadat hij voor dezelfde materiële schade een vergoeding van zijn verzekeraar of een ander steunfonds heeft ontvangen, en uiterlijk één jaar nadat de eerste schijf van het voorschot is toegekend.

§ 2 De in § 1 bedoelde termijn kan met een jaar worden verlengd indien de begunstigde aantoont dat zijn vergoedingsdossier nog in behandeling is bij zijn verzekeraar of een ander steunfonds.

§ 3 In het geval van een in gebreke blijvende begunstigde stort de Franse Gemeenschap het saldo aan het Fonds Ecureuil ten laste van haar uitgavenbegroting.

De Franse Gemeenschap kan deze tegemoetkoming compenseren door het verschuldigde bedrag in te houden op elke andere aan de in gebreke gebleven begunstigde toegekende of toe te kennen subsidie en/of dotatie, totdat de voorgeschoten middelen volledig zijn teruggevorderd."

**Art. 7.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/4 ingevoegd, dat luidt als volgt:

"Art. 5/4. De artikelen 3, 4 en 5 van dit besluit zijn niet van toepassing op de in artikel 5/1 bedoelde aanvragers gevallen."

**Art. 8.** De minister bevoegd voor de begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 9.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 juli 2021.

Brussel, 18 november 2021.

De minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen en belast met het Toezicht op  
Wallonie Bruxelles Enseignement,  
F. DAERDEN

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/34199]

**3 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 74 du 22 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 en vue de prolonger la prise de décision d'octroyer une prime à l'investissement jusqu'au 31 décembre 2021**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, article 10 ;

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 3, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 74 du 22 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19 ;

Vu le rapport du 15 septembre 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 octobre 2021 ;

Vu l'approbation de la Commission européenne, donnée le 12 janvier 2021, sur le régime d'aides n° SA.60414 (2020/N) ;

Vu l'avis 70.309/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la communication de la Commission du 19 mars 2020 relative à l'encadrement temporaire des mesures d'aide d'état visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19, modifiée pour la dernière fois le 28 janvier 2021 ;

Considérant la notification à la Commission européenne et son approbation donnée le 12 janvier 2021, sur le régime d'aides n° SA.60414 (2020/N) ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n° 74 du 22 décembre 2020 relatif à l'octroi d'une prime à l'investissement en faveur de la fabrication de produits liés à la COVID-19, a pour objectif de permettre le soutien financier des entreprises capables de fabriquer des produits nécessaires pour faire face à la flambée de la pandémie de la COVID-19 ;